

Dogmatiques !

Quelles que soient les catastrophes que doivent affronter la planète et ses habitants, et à l'origine desquelles ils sont, les « experts » continuent imperturbablement à ratiociner à propos de la justesse des « raisonnements » qu'ils délivrent depuis trois décennies. En fait, leur recette est délivrée pour le compte des propriétaires du capital qui se garantissent, ainsi, le maintien et même l'augmentation de leurs privilèges.

Ce G20 de Séoul était une célébration solennelle du vieil « il n'y a pas d'autre solution » de Madame Tatcher. Les augmentations successives de 5 à 7 puis à 8 et, enfin à 20 du nombre de participants à ces réunions, d'une part n'augmente pas la légitimité des ces différents G, d'autre part et surtout de change rien ni à leurs discours, ni à leurs effets.

On pourra prendre connaissance d'un rapport qui avait été demandé par le G20 de Toronto <http://www.oecd.org/dataoecd/61/57/46353240.pdf>. Pour qu'il n'y ait pas de malentendus sur les orientations, le cahiers des charges affirmait clairement que les « marchés ouverts constituent l'axe central pour soutenir croissance et de création d'emplois ». C'est à partir de cette commande que la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC et l'OIT ont rendu, à Séoul, l'analyse qui était demandée. Le dogme de la libre concurrence sera respecté. On imagine facilement que l'OIT a dû peser pour qu'il soit fait mention de la création d'emploi. Mais, dans un tel cadre, pourra-t-elle établir en 2010 un meilleur constat que celui qui dénombrait, en 2009, 214 millions de chômeurs ?

Le rapport affirme péremptoirement que « l'ouverture des marchés contribue de manière cruciale à étayer la croissance et la création d'emplois ». Ainsi donc, à la lutte internationale contre la pauvreté, il semble bien que le nouveau leitmotiv soit -faisant ainsi d'une pierre deux coups- la croissance, reléguant auprès des États des « mesures relatives à l'emploi et à la protection sociale garantissant que les fruits des échanges soient largement partagés ». Il faut, nous dit-on dans ce rapport reprendre les objectifs de Doha pour que, enfin, les échanges de biens et de services soient totalement libéralisés. Le commerce libre sera le sauveur du monde comme le comprennent, parfaitement bien par exemple, les producteurs de coton africain qui doivent affronter les vendeurs étasuniens qui sont seuls à fixer les prix !

Les auteurs ne peuvent pas faire autrement que de reconnaître que les économies ouvertes sont « très exposées aux chocs externes » mais, dans le même temps, elles permettent, nous affirment-ils, un bon et prompt rétablissement. Autour des comptoirs, on nous assène plus clairement qu'on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs...

Mais les experts ne sont pas des monstres, ils prennent soin de préciser que les travailleurs qui « vont perdre leur emploi » devront être protégés par une protection sociale efficace et un bon enseignement. Comment, dans le climat mondial de restriction budgétaire vantée partout ? Ce n'est pas précisé... Ce qu'il l'est, en revanche, c'est la nécessité de favoriser les exportations des pays en développement.

On a rendu compte dans plusieurs articles de ce même numéro 36 de la Lettre du Conseil scientifique d'Attac-France des résultats déplorables de cette réunion de Séoul. Comme on pouvait le craindre, ce n'est pas l'avis de l'OCDE « qui se félicite de la déclaration du G20 »

http://www.oecd.org/document/18/0,3343,fr_2649_34487_41686418_1_1_1_1,00.html

Le directeur général de l'OCDE voit dans l'appel aux organisations internationales le gage du succès. Une sorte de nouveau « Consensus de Washington » de si sinistre mémoire ? Mais que l'on se rassure, c'est pour le bonne cause, cette fois, puisqu'il s'agit de mettre « l'économie mondiale sur la voie d'une croissance économiquement, socialement et écologiquement durable ». En médecins fort compétents ils clament « Voilà justement ce qui fait que votre fille est muette ». Avec quelles ressources la médecine pourra-t-elle être financée ? Mystère, pas la moindre trace d'une simple taxe sur les transactions financières (TTF) ! Mais nous voilà rassurés quand on nous affirme, la main sur le cœur que « l'OCDE collaborera avec les gouvernements dans le cadre d'une double démarche visant à renforcer la surveillance et la gestion des risques sur les marchés de capitaux et à assurer la

reprise économique ». Les marchés n'ont qu'à bien se tenir ! L'OCDE va développer une double action : « les réglementations et les incitations dans le secteur financier » ainsi que renforcer l'ouverture des marchés et améliorer la productivité !

Bien entendu, l'OCDE entonne, sans la moindre crainte de verser dans l'incohérence, le couplet sur la nécessité de lutter contre le changement climatique !

Nous sommes totalement dans les domaines du dogme, une affirmation incontestable et intangible. Même la réalité qui démontre son inanité ne sert à rien ; ce n'est même plus le pari pascalien c'est la certitude du marché.

Jacques Cossart
Économiste